

NAO 2026. MIEUX QUE RIEN

CE QUI A ÉTÉ OBTENU

La négociation Annuel obligatoire (NAO) aura, cette année au moins, apporté une première réponse à la préoccupation principale des agents : une augmentation générale des salaires de 1,5%.

La partie fixe du salaire passe donc à 344,99€, la valeur du point à 3,3979€.

Ces mesures prennent effet au 1er octobre.

La grève du 29 septembre n'aura donc pas été inutile : la mobilisation a payé !

Pour connaître en deux clics les effets concrets de cette augmentation sur votre feuille de paie, l'UNSA vous propose un simulateur : [SIMULATEUR UNSA](#)

En outre, la valeur faciale du ticket restaurant passe à 12,20€, dont 7,32€ sont pris en charge par l'employeur (à compter du 1er novembre).

Pour les agents de droit public, les discussions avec les tutelles continuent, en vue d'un décret permettant

- une augmentation de 10 points d'indice,
- la création d'une prime de tutorat,
- le relèvement du taux de promotion à 4%.

CE QUI RESTE À OBTENIR

Quoique bienvenues, ces mesures sont évidemment insuffisantes. Compte tenu de l'augmentation insupportable des prix des carburants et de l'inflation générale, France Travail doit faire davantage pour ses agents.

Des mesures simples pourraient être prises, notamment :

- Recours au télétravail exceptionnel
- Favoriser les réunions en *teams*, pour limiter les déplacements.
- **La Prime carburant** : jusqu'à 1000€ exonérés en 2026 !
([Voir les conditions ici](#))
- La Prime de partage de la valeur (PPV) : à l'instar de ce que nous avons eu fin 2025.

Le DG ne peut pas décider seul des augmentations générales de salaire, il a dû négocier auprès des tutelles pour cela. En revanche, les mesures que nous réclamons sont à sa main. La balle est dans son camp !

L'Etablissement incite les agents à utiliser leurs marges de manoeuvre (le fameux "pouvoir d'agir") : l'UNSA l'incite à utiliser les siennes !



France Travail



Le courage de dire non, l'intelligence de dire oui